



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

calcul des pensions

Question écrite n° 33711

Texte de la question

M. Marc Le Fur attire l'attention de M. le ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social sur les erreurs constatées dans le calcul des pensions de retraite. En effet, près d'une pension de retraite versée sur dix est entachée d'une erreur de calcul sur son montant. Ainsi, selon la Cour des comptes, « 9,1 % des pensions liquidées en 2012, comportent une erreur de portée financière ». Ces erreurs jouent dans les deux sens et peuvent aussi bien être favorables que défavorables aux assurés. Bien qu'étant de portée limitée, ces dysfonctionnements pointés par la Cour jettent un doute sur la fiabilité des calculs de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse (CNAV). C'est pourquoi il lui demande si le Gouvernement a prévu des mesures afin de mettre fin à ces erreurs de calcul dans les pensions de retraite.

Texte de la réponse

Dans son rapport de certification des comptes 2012 du régime général, la cour des comptes souligne l'évolution des indicateurs de mesure de la qualité de la liquidation des pensions de retraite. Elle note que la fréquence des erreurs affectant les pensions liquidées en 2012 augmente (9 % des pensions liquidées dans l'année comportent une erreur financière contre 7,7 % en 2011), et que l'indicateur mesurant l'incidence financière de ces erreurs se détériore légèrement (0,84 % des flux liquidés en 2012, contre 0,69 % en 2011). Soulignant l'impact financier très limité de cette situation pour les assurés, la cour a maintenu une certification des comptes de la branche vieillesse pour l'exercice 2012 tout en exprimant comme l'an dernier une réserve sur ce point. Afin d'assurer le juste paiement des prestations aux assurés, l'Etat fixe des exigences très fortes à la branche vieillesse puisque l'objectif de taux d'anomalie avec incidence financière fixé dans la convention d'objectifs et de gestion de la branche retraite s'élève à 0,66 % (la caisse nationale d'assurance-vieillesse (CNAV) est donc, en 2012, proche de cet objectif, avec 0,837 %). Ce taux est en outre exprimé en valeur absolue, c'est-à-dire en additionnant les erreurs au détriment des assurés et celles au détriment des caisses. Du point de vue des seuls assurés, l'objectif retenu en termes de taux d'erreur est donc encore inférieur à la cible affichée, ce qui constitue une sécurité importante quant à la garantie d'un paiement à bon droit des prestations. Au delà de cet objectif chiffré, l'Etat pilote et accompagne étroitement les caisses de sécurité sociale dans leurs actions, au travers notamment des conventions pluriannuelles d'objectifs et de gestion conclues avec les caisses, qui comportent systématiquement un volet consacré au contrôle interne assorti d'indicateurs de mesure, qui fait l'objet d'un suivi et de bilans périodiques. Le cadre réglementaire relatif au contrôle interne des organismes de sécurité sociale a fait également l'objet d'une rénovation complète dont l'entrée en vigueur est imminente. Dans ce cadre, ainsi qu'en réponse par ailleurs aux attentes de la cour des comptes, la caisse nationale d'assurance-vieillesse des travailleurs salariés (CNAVTS) a engagé d'importants chantiers pour renforcer les procédures de contrôle et sécuriser ses opérations. Un plan d'action ambitieux portant sur l'alimentation et la gestion des données de carrière des assurés sociaux est également en cours de finalisation, dont les effets s'inscriront nécessairement dans une perspective pluriannuelle. Enfin, les erreurs dans le calcul des pensions sont pour partie liées à la complexité de l'assurance vieillesse en France : la simplification, à laquelle le Gouvernement est fortement attaché, constitue l'une des priorités du projet de loi présenté en conseil des ministres par la ministre des

affaires sociales et de la santé le 18 septembre dernier. Une action volontariste de simplification permettra donc de faciliter les démarches des assurés tout en fiabilisant leurs droits.

Données clés

Auteur : [M. Marc Le Fur](#)

Circonscription : Côtes-d'Armor (3^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 33711

Rubrique : Retraites : généralités

Ministère interrogé : Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social

Ministère attributaire : Affaires sociales et santé

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [23 juillet 2013](#), page 7727

Réponse publiée au JO le : [17 décembre 2013](#), page 13165